

Journées d'étude des 11/12 septembre 2018 à Bienne

« La participation, un gage de qualité – Mettre à profit les marges de manœuvre »

Exposé 3

« J'ai le sentiment d'être entre de bonnes mains » – Résultats de la recherche sur le langage simplifié dans la protection de l'adulte

Anne Parpan-Blaser, Dr. phil., assistante sociale dipl.,
professeure à la Haute Ecole de Travail Social FHNW

L'implication des personnes concernées dans la protection de l'enfant et de l'adulte signifie aussi les faire participer à une communication transparente. Voilà ce que stipule la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, exigeant une participation égalitaire à l'information et à la communication pour tous. Le langage simplifié offre la possibilité de réduire les barrières de communication.

C'est là qu'intervient le projet de recherche et de développement « Simple, facilement compréhensible » de la Haute Ecole de Travail Social FHNW, réalisé en coopération avec l'APEA de la région de Soleure entre 2015 et début 2018. Ce projet se consacre de manière empirique aux thèmes de la « transposition de textes dans un langage simplifié », au « contrôle de leur compréhensibilité », ainsi qu'à la « perception des personnes concernées et des professionnels ».

L'exposé présente le projet et étudie, en lien avec les questions de la recherche, le thème de la participation des personnes concernées dans le cadre des enquêtes relevant du droit de la protection de l'adulte : quels sont les potentiels et les limites du langage simplifié dans ce contexte?

Bibliographie:

- Annette Lichtenauer, Gabriela Antener, Anne Parpan-Blaser, Simone Girard (2018), Leichte Sprache im Erwachsenenschutz: Eine Möglichkeit Kommunikationsbarrieren abzubauen und zu verhindern, dass „man sich verkantet“, dans: RMA 2/2018, p. 101 ss.
- Anne Parpan-Blaser, Monika von Fellenberg, Simone Girard, Annette Lichtenauer, Gabriela Antener (2018), Potenziale Leichter Sprache zur Partizipation Betroffener im Verfahren auf Anordnung einer erwachsenenschutzrechtlichen Massnahme, dans: RMA 4/2018, p. 272 ss.

Les présentations et autres documents des Journées d'étude peuvent être téléchargés sur www.copma.ch → Actualités → „Journées d'étude 2018“.

«J'ai le sentiment d'être entre de bonnes mains»

Résultats de la recherche sur le langage simplifié dans la protection de l'adulte

Prof. Dr. Anne Parpan-Blaser

Institut pour l'intégration et la participation
Haute Ecole de Travail Social FHNW

Journées d'étude de la COPMA 2018, 11/12 septembre 2018

Contexte

Principe directeur du droit de la protection de l'adulte: sauvegarder et favoriser autant que possible l'autonomie de la personne concernée (art. 388 al. 2 CC).

Ce principe doit également être mis en œuvre dans le cadre de la procédure faisant suite à l'ordonnance d'une mesure officielle.

Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (ratifiée par la Suisse en 2014)

→ Exigence d'une participation égalitaire des personnes handicapées dans tous les domaines de la société

→ Droit d'accès aux informations

La participation, une notion ayant une «valeur de réforme» (Weisser 2012): participation liée au domaine de vie (principe d'action), pouvoir de conception lié au domaine de vie (principe structurel)

Situation initiale

La communication des autorités et de l'administration se distingue fortement par sa terminologie (juridique)

- Dans le cadre d'une procédure de protection de l'adulte, de nombreuses personnes peuvent difficilement lire et comprendre les documents qui les concernent.
- Elles dépendent du soutien de tiers et des informations orales fournies par les professionnels.
- En ce sens, elles n'ont pas un accès égalitaire et indépendant à l'information.

Le projet "Simple, facilement compréhensible"

But du projet

Les documents clés de l'APEA sont disponibles dans un langage simplifié pour les personnes présentant de faibles compétences en lecture.

- Haute Ecole de Travail Social (Institut intégration et participation) FHNW (Antener Gabriela, Parpan-Blaser Anne, Lichtenauer Annette, Girard Simone)
- Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA région Soleure)
- Examineurs issus du groupe cible

Soutien financier du Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées BFEH et de l'Œuvre séraphique

Qu'est-ce que le langage simplifié ?

Dans les pays germanophones, le langage simplifié (Leichte Sprache) se réfère aux documents écrits pour lesquels l'orientation et la compréhensibilité du texte sont améliorées en adaptant le contenu au niveau des mots, des phrases et du texte, ainsi que par l'utilisation d'éléments conceptuels. Dans les pays francophones ce langage est aussi appelé FALC (facile à lire et à comprendre).

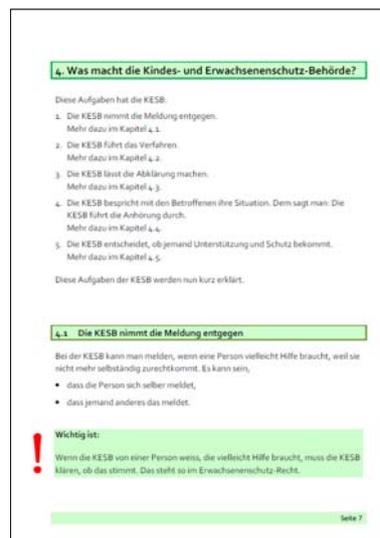
Entre février 2015 et mai 2016...

... **cinq documents** ont été transcrits en langage simplifié,

... développement d'une **brochure d'information sur le droit de la protection de l'adulte**.

Depuis juin 2016, ces documents sont utilisés par l'APEA de la région de Soleure.

Les „informations sur la protection de l'adulte“



Questions et méthode de recherche

1. Comment les destinataires **perçoivent**-ils les documents rédigés dans un langage simplifié?
2. Comment l'utilisation de documents rédigés dans un langage simplifié se répercute-t-elle sur la **pratique** de l'APEA et la gestion de mandats?
3. Quel effet les documents exercent-ils sur la **participation** des destinataires dans le cadre de la procédure de protection de l'adulte?

Prise de contact avec les éventuelles personnes interrogées au sujet de l'APEA, entretiens selon un guide thématique

En règle générale, les entretiens se déroulent au domicile des personnes interrogées (destinataires) ou sur le lieu de travail (utilisateurs)

Echantillon (personnes interrogées)

3 utilisatrices APEA

- 3 responsables de cas de l'APEA

8 autres utilisateurs

- 5 utilisateurs des services sociaux (gestionnaires de mandats professionnels, chargés d'enquête, direction région sociale)
- 2 gestionnaires de mandats privés
- 1 chargé d'enquête du service spécialisé

6 destinataires

- 4 clientes
- 1 client
- 1 proche d'une cliente

Résultats

Utilisation pratique

- La brochure d'information est envoyée/utilisée à large échelle - même si les documents rédigés dans un langage simplifié ne sont pas requis pour le reste de la procédure
- L'utilisation des **modèles de lettre, formulaires et décisions** est hésitante (évaluation des compétences en lecture et adaptation du texte sont requises)
- La brochure d'information est également utilisée dans le cadre de discussions (visites à domicile, auditions) et remise aux proches

Question 1 de l'étude

Comment les documents sont-ils perçus (par les destinataires)?

Destinataires: perception positive

- Longueur adéquate
- Lisibilité de la taille de fonte et de l'image
- Conception des couleurs, mots-clés, listes facilitent l'orientation
- Textes clairs dans l'ensemble
- Contenu de l'information approprié
Explications disponibles sur les types de curatelle
- Pas de termes étrangers
- Compréhension globalement très bonne

L'écriture est nickel, car j'ai en effet des problèmes de vue (AD-01 1:123)

Je trouve que c'est... super. C'est la première fois que je sais que je peux ouvrir le document et le lire clairement» AD-01 1:118

Destinataires: perception négative

- Brochure trop longue: ne motive pas à lire; lecture fatigante
- Répétitions (caractéristique du langage simplifié, puisque le même mot est toujours désigné par le même terme)

Et j'ai un peu lu, et j'ai lu et lu et lu, et à un moment donné, j'ai ressenti une grande fatigue et j'ai arrêté de lire (AD-03 03:09)

Mais oui, c'est typiquement juridique, ils se répètent tout le temps (AD-02 02:42)

Question 2 de l'étude

Comment l'utilisation des documents se répercute-t-elle sur la pratique/collaboration?

Collaboration: perspective des utilisateurs

Effet positif dans le sens d'une communication globalement améliorée

- Par exemple, changement dans les contacts téléphoniques: moins d'appels colériques, plus de demandes de clarification

Hypothèse que les client-e-s sont libérés de leurs craintes

- Une meilleure prise de conscience mène à une introduction à la procédure plus positive, crée une "base", une communication d'égal à égal

Sensibilisation des utilisateurs avec une influence sur la collaboration

Collaboration: perspective des destinataires

- Les client-e-s se sentent rassurés

Et puis j'ai tout regardé et j'ai eu parfois l'impression que je pouvais vraiment m'estimer heureux qu'une telle chose existe et qu'on se soucie de nous (AD-01 1:131).

- Les personnes concernées ont une image plus positive et un changement d'attitude envers l'APEA
- Ils donnent les textes à leurs proches et les relisent au calme suite à leurs remarques

Question 3 de l'étude

Quel effet les documents exercent-ils sur la participation des destinataires dans le cadre de la procédure de protection de l'adulte?

Participation des destinataires

- Ils favorisent la compréhension sans aide extérieure (il n'est pas nécessaire d'expliquer les questions en appelant l'APEA ou un curateur)
- Ils génèrent une prise de conscience des propres droits dans le cadre de la procédure
- les documents permettent de tester et de faire valoir activement la possibilité et la capacité de participation

C'est simple, oui c'est clair, bien lisible et on comprend tout de suite ce dont il s'agit (AD-04 6:4)

Le secret professionnel, c'est vraiment bien. Il en va de même pour mes droits, qui m'ont incité à rédiger la lettre (AD-01 1:14)

Pour conclure: à noter...

... qu'il ne suffit pas d'avoir des documents et des informations aisément compréhensibles:

- La procédure de protection de l'adulte reste en général désagréable pour les personnes concernées
- Le mode de communication écrit de l'APEA est comparé au contact direct/téléphonique.
- Les documents rédigés en langage simplifié ne sont qu'un élément vers la participation, mais ils constituent/constitueront une part importante de la communication publique efficace.

Leichte Sprache im Erwachsenenschutz:

Eine Möglichkeit Kommunikationsbarrieren abzubauen und zu verhindern, dass «man sich verkatet»

Annette Lichtenauer, Gabriela Antener, Anne Parpan-Blaser, Simone Girard

Stichwörter: Erwachsenenschutzverfahren, KESB, Kommunikation, Leichte Sprache, Lesekompetenz, UN-Behindertenrechtskonvention, Verfahrensrechte, Partizipation.

Mots-clés: APEA, Aptitude à la lecture, Communication, Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, Droits de procédure, Langage simplifié, Participation, Procédure de protection de l'adulte.

Parole chiave: APMA, Competenze di lettura, Comunicazione, Convenzione dell'ONU per i diversamente abili, Diritti di procedura, Lingua comprensibile, Partecipazione, Procedure di protezione degli adulti.

«Zuerst schaut die KESB, können Personen im privaten Umfeld helfen zum Beispiel Verwandte, Bekannte. Die KESB schaut auch, können Betroffene selber Hilfe suchen, zum Beispiel bei der Spitex, bei einer Beratungsstelle. Wenn keine andere Person oder Stelle helfen kann, muss die KESB eine Person bestimmen, die hilft.»¹

Obiger Textauschnitt erscheint mit dem Erwachsenenschutz vertrauten Fachpersonen wohl eher befremdlich. Er entstammt einer Informationsbroschüre zum Erwachsenenschutz, die die Hochschule für Soziale Arbeit FHNW in einem gemeinsamen Projekt mit der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB) Region Solothurn erarbeitet hat. Die leicht verständliche Broschüre entspricht den Regeln der Leichten Sprache. Der oben zitierte Absatz beschreibt das Subsidiaritätsprinzip im Erwachsenenschutz, was sich im Original folgendermassen liest: «Die Erwachsenenschutzbehörde ordnet eine Massnahme an, wenn: die Unterstützung der hilfsbedürftigen Person durch die Familie, andere nahestehende Personen oder private oder öffentliche Dienste nicht ausreicht oder von vornherein als ungenügend erscheint» (Art. 389 Abs. 1 Ziff. 1 ZGB).

Le langage simplifié dans la protection de l'adulte:

Une possibilité d'abattre les obstacles de la communication et d'empêcher «que cela coince»

«Dans un premier temps, l'APEA regarde si des personnes de l'entourage privé peuvent aider, par exemple des proches, des connaissances. L'APEA regarde également si les personnes concernées peuvent demander de l'aide elles-mêmes, par exemple auprès des soins à domicile ou d'un centre de consultation. Lorsque personne, ni aucun centre ne peut aider, l'APEA doit désigner une personne pour qu'elle apporte son aide»².

L'extrait figurant ci-dessus peut sembler étonnant aux professionnels habitués à la protection de l'adulte. Il est tiré d'une brochure d'information relative à la protection de l'adulte élaborée dans le cadre d'un projet commun mené par la Haute école de travail social FHNW et les autorités de protection de l'adulte (APEA) de la région de Soleure. La brochure facilement compréhensible correspond aux règles du langage simplifié. L'extrait cité décrit le principe de

¹ Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde Region Solothurn/Hochschule für Soziale Arbeit FHNW 2016, 6.

² Texte original en allemand, traduction effectuée par la rédaction de la RMA.

subsidiarité dans la protection de l'adulte, qui est exprimé ainsi dans la version originale: «L'autorité de protection de l'adulte ordonne une mesure: lorsque l'appui fourni à la personne ayant besoin d'aide par les membres de sa famille, par d'autres proches ou par des services privés ou publics ne suffit pas ou semble a priori insuffisant» (art. 389 al. 1 ch. 1 CC).

Lingua comprensibile nella protezione degli adulti:

Una possibilità d'abbattere le barriere nella comunicazione e di evitare situazioni spigolose.

«All'inizio l'APMA coinvolge persone del settore privato per l'aiuto, per esempio parenti, e conoscenti. L'APMA precisa che le persone coinvolte possono chiedere aiuto per esempio allo Spitex e agli organi istituzionali d'informazione. Se non vi sono persone o autorità disponibili ad aiutare, le APMA devono incaricare una persona».³

La Scuola superiore per il lavoro sociale (FHNW) e le Autorità di protezione dei minori e degli adulti (APMA) della regione di Soletta hanno elaborato, con un progetto comune, un opuscolo informativo. Il testo del volumetto è redatto seguendo le regole di una lingua comprensibile. Il paragrafo citato sopra spiega il principio di sussidiarietà nella protezione degli adulti che, nell'originale, si legge così: «L'autorità di protezione degli adulti ordina una misura se: il sostegno fornito dalla famiglia, da altre persone vicine alla persona bisognosa di aiuto o da servizi privati e pubblici è o appare a priori insufficiente» (art. 389 cpv. 1 cfr. 1 CC).

Mit dem Inkrafttreten des neuen Erwachsenenschutzrechts 2013, sollen die angeordneten «behördlichen Massnahmen (...) soweit wie möglich die Selbstbestimmung erhalten und fördern» (Botschaft des Bundesrats 2006, S. 22; vgl. auch Häfeli 2010). Für die Beteiligung am Verfahren und die Handlungsautonomie der von Erwachsenenschutzmassnahmen betroffenen Personen ist es von grosser Bedeutung, dass amtliche Informationen, Briefe und Verfügungen in einer für sie verständlichen Sprache verfasst sind. Nur wenn sie verstehen, was angekündigt und eingefordert wird, und wie das Prozedere abläuft, können sie ihre Rechte und Pflichten im Verfahren wahrnehmen. Behörden wie die Erwachsenenschutzbehörde kommunizieren in schriftlichen Dokumenten jedoch oft in einer komplexen Sprache mit einem hohen Anteil an juristischem und fachspezifischem Vokabular, dessen Gebrauch in ein asymmetrisches, hierarchisches Kommunikationsverhältnis eingebettet ist (vgl. Becker-Mrotzek 2001). Für Laien und insbesondere für Personen, die aus unterschiedlichen Gründen über geringe Lesekompetenzen verfügen, kann es deshalb schwierig sein, die für sie zentralen Hinweise und Informationen aus den schriftlichen Dokumenten zu entnehmen und zu verstehen. Mithilfe des Konzepts der Leichten Sprache können Behördentexte in einer für die betroffenen Personen verständlichen Sprache zur Verfügung gestellt und Kommunikationsbarrieren abgebaut werden.

Was ist Leichte Sprache?

Bei Leichter Sprache handelt es sich gemäss Bredel/Maass (vgl. 2016, S. 24–39) um eine Varietät der deutschen Sprache, die sich an Menschen mit – aus unter-

³ Testo originale in tedesco. Traduzione effettuata dalla redazione della RMA.

schiedlichen Gründen – geringen Lesekompetenzen richtet. Das Konzept der Leichten Sprache hat seinen Ursprung in der Forderung von Menschen mit einer Lernbehinderung nach einer leicht lesbaren und für sie verständlichen Sprache. Es ging dabei auf der «Zielebene unter anderem darum, mittels Leichter Sprache die eigenen Rechte besser zu kennen, um sie wirkungsvoll vertreten zu können und somit ein Instrument der Selbstvertretung zur Verfügung zu haben» (Seitz 2014, S. 4). Die US-amerikanische Bewegung People First entwickelte 1996 den Gedanken des sogenannten Easy-to-Read (E2R). Diese Idee wurde in anderen Ländern aufgegriffen, und 1998 entstanden erstmals europäische Richtlinien für die Erstellung von leicht lesbarer Information der League of Societies for Persons with Mental Handicap (ILSMH), was 2009 zum ersten Regelwerk zu Leichter Sprache mit Gütesiegel, erstellt durch die internationale Organisation Inclusion Europe, führte (vgl. Kellermann 2014). Verstärkte Beachtung erhält das Konzept in der Schweiz aktuell aufgrund der 2014 erfolgten Ratifizierung der UN-Behindertenrechtskonvention und der darin enthaltenen Forderung nach barrierefreier Kommunikation und Information (UN-BRK).

Die Regeln der Leichten Sprache betreffen sowohl die inhaltliche Ebene als auch die Textoberfläche. Auf inhaltlicher Ebene werden Regeln zum Gebrauch von Wörtern, zum Formulieren von Sätzen und zur Textstruktur beschrieben. So werden beispielsweise die Verwendung von bekannten, alltagssprachlichen Worten, oder das Vermeiden von Abkürzungen, Genitiv- und Passivkonstruktionen und die Bildung möglichst kurzer Sätze angesprochen. Etwa die Hälfte aller Regeln befasst sich mit den gestalterischen Eigenschaften eines Textes (Schriftgröße und Schriftart, Verwendung von Bildern, usw.). Ausserdem wird in den meisten Regelwerken ein weiterer Aspekt aufgenommen: Die Verständlichkeit der Texte soll von Vertreterinnen bzw. Vertretern der Zielgruppe geprüft werden.

Obwohl wie oben ausgeführt Leichte Sprache im deutschen Sprachraum bislang hauptsächlich in Bezug auf Menschen mit einer Lernbehinderung diskutiert wurde, ist anzunehmen, dass die Zielgruppe, die von Leichter Sprache profitieren kann, weitaus heterogener ist. In Schweden beispielsweise werden «Menschen mit Lernschwierigkeiten, Hörbehinderung, funktionalem Analphabetismus, Legasthenie, Aphasie, Autismus, Demenz, Hirnverletzungen, Personen mit Migrationshintergrund, ältere Menschen und Kinder» zur Zielgruppe gezählt (Kellermann 2014, S. 7). Allerdings fehlen empirische Untersuchungen hinsichtlich einzelner Zielgruppen weitgehend. Ganz generell werden die aus der Praxis gewachsenen Regeln erst allmählich einer wissenschaftlichen Überprüfung durch unterschiedliche Fachrichtungen wie Linguistik, Informationsdesign u.a. unterzogen. Auf sprachwissenschaftlicher Ebene können Leichte Sprache-Regeln zwar teilweise aufgrund von bestehenden Erkenntnissen aus der Verständlichkeits- oder Spracherwerbsforschung gestützt werden (vgl. Bredel & Maass 2016; Christmann & Groeben 1996). Dennoch zeigen neue empirische Studien zur Verständlichkeit, dass gewisse, von den Regelwerken untersagte Konstruktionen keine Verstehensbarrieren darstellen (siehe z.B. Bock 2017). Dies stellt weder die Orientierung der Regeln noch das Konzept Leichter Sprache an sich in Frage, sondern deutet mitunter darauf hin, dass die Regeln bislang dem Lesekontext

und dem Weltwissen der Lesenden zu wenig Beachtung schenken. Denn es zeigt sich, dass es nicht nur auf Wortwahl und Satzbau ankommt, sondern auch auf die formulierten Inhalte, die Textsorte oder -funktion (vgl. Bock 2014, Bock 2017). Obwohl einige Regeln in der Fachwelt nun kontrovers diskutiert werden, ist man sich im Grundsatz einig, dass Leichte Sprache die Verständlichkeit von Texten erhöhen kann (Bredel & Maass, 2016). Nicht zuletzt sollte auch vermehrt wissenschaftlich überprüft werden, inwiefern die Verwendung von Leichter Sprache tatsächlich zu verbesserten Partizipationschancen der Adressierten führt. Erste Untersuchungen im deutschsprachigen Raum liegen vor: für den Arbeitsbereich (Bergelt et al. 2016, Lange et al. im Druck), für behördliche Verfahren (Antener et al. 2017).

Auch die Verwendung von Leichter Sprache wird durchaus kontrovers diskutiert, und es wird auf potenzielle Schwierigkeiten des Konzeptes verwiesen. So kann Leichte Sprache bspw. ein Stigmatisierungsrisiko bergen, da adressierten Personen ein potenzielles Defizit unterstellt wird (Bock 2014, Bredel & Maass 2016).

Das Projekt «Einfach leicht verständlich. Leichte Sprache im Erwachsenenschutzverfahren»

Die Erstellung und der Einsatz von Texten in Leichter Sprache wurden von der Hochschule für Soziale Arbeit FHNW in Zusammenarbeit mit der KESB Region Solothurn in einem Projekt untersucht. Das Projekt «Einfach leicht verständlich. Leichte Sprache im Erwachsenenschutzverfahren», finanziell unterstützt durch das Eidgenössische Büro für Gleichstellung von Behinderten (EBGB) und das Seraphische Liebeswerk, umfasste vier Teilbereiche: Texte in Leichte Sprache übertragen, Prüferinnen und Prüfer aus der Zielgruppe rekrutieren und schulen, die Prozesse zur Texterstellung und Textprüfung evaluieren und die Wirkungen der Texte bei den Anwenderinnen/Anwendern sowie den Adressatinnen/Adressaten unter dem Fokus von Partizipation und Mitbestimmung zu untersuchen. Die von der Behörde ausgewählten Texte aus dem Erwachsenenschutz wurden vom Projektteam zwischen Februar 2015 und Mai 2016 in Leichte Sprache übertragen. Es handelt sich dabei um den Abklärungsauftrag, den Begleitbrief zum Abklärungsauftrag, den sogenannten «Dispoentscheid» sowie den Entscheid und ein Formular zur Verzichtserklärung zum rechtlichen Gehör. Ausserdem entstand zusätzlich eine Informationsbroschüre zum Erwachsenenschutz, in der die wichtigsten Fachbegriffe und der Ablauf eines Erwachsenenschutzverfahrens erklärt werden. Die Texte wurden nicht nur der Zielgruppe zur Verständlichkeitsprüfung vorgelegt, sondern auch den Behördenmitgliedern zur Prüfung der fachlichen Korrektheit. Im Juni 2016 wurden die Texte in Leichter Sprache der KESB Region Solothurn zur Verwendung übergeben. Im Januar 2018 wurde der letzte Teil des Projektes (empirische Untersuchung zur Wahrnehmung, Wirkung der Texte, basierend auf der Befragung von abklärenden Stellen, KESB-Mitarbeitenden, privaten und professionellen Mandatsführenden, Betroffenen und Angehörigen) abgeschlossen.

Das Potenzial von Leichter Sprache im Kindes- und Erwachsenenschutz

Leichte Sprache kann – wie oben dargelegt – ein Mittel sein, eine bessere Verständlichkeit der komplexen Inhalte des Erwachsenenschutzes für die Klienten und Klientinnen zu erreichen und damit zum Abbau von Kommunikationsbarrieren im Verfahren beizutragen. Damit können Verfahrensrechte, wie bspw. die Nutzung des rechtlichen Gehörs besser garantiert werden, da die Adressierten die Informationen verstehen und weniger auf mündliche Erklärungen von Drittpersonen angewiesen sind. So äusserten sich betroffene Personen, die die Dokumente bekommen haben folgendermassen: «es ist einfach, ja, es ist einfach, gut leserlich, und man versteht es sofort, was gemeint ist» (AD-04 6:4), «dann würde man drauskommen ohne fremde Hilfe» (AD-01 1:146).

Verstehen die Klientinnen und Klienten von Beginn an, worum es geht, kann dies die Kommunikationssituation und die Zusammenarbeit mit abklärender Stelle und Behörde insgesamt verbessern. Leichte Sprache bietet ebenso die Grundlage um Missverständnissen vorzubeugen oder das durch Medienberichte geprägte (eher negative) Bild der KESB zu korrigieren. Oder in den Worten eines KESB-Mitarbeiters: «Wenn die Sprache schwierig gewesen wäre, ist die Gefahr grösser, dass man sich verkantet» (AN-K-03 36:26). Nicht zuletzt können Texte in Leichter Sprache auch den Hinweis vermitteln, dass die Behörde bemüht ist, mit betroffenen Personen und ihren Angehörigen auf Augenhöhe zu kommunizieren. Gerade für Angehörige und für involvierte Fachpersonen bieten Texte in Leichter Sprache zusätzliches Potenzial: In der mündlichen Kommunikation kann darauf abgestützt werden und der Informationsgrad des sozialen Umfelds der Klienten und Klientinnen wird erhöht.

Literaturverzeichnis

- Antener, G., Parpan-Blaser, A. & Lichtenauer, A. (2017). Leichte Sprache im neuen Erwachsenenschutzverfahren in der Schweiz. In: Bock, B., Fix, U. & Lange, D. (Hg.), «*Leichte Sprache*» im Spiegel theoretischer und angewandter Forschung (S. 463–467). Berlin: Frank & Timme.
- Becker-Mrotzek, M. (2001). Gespräche in Ämtern und Behörden. In: Brinker, K., Antos, G. & Heinemann, W. (Hg.), *Text- und Gesprächslinguistik. Ein internationales Handbuch zeitgenössischer Forschung*. 2. Halbband (S. 1505–1525) Berlin: Walter de Gruyter.
- Bergelt, D., Goldbach, A. & Seidel, A. (2016): Leichte Sprache im Arbeitsleben. Analyse der derzeitigen Nutzung von Texten in Leichter Sprache im beruflichen Kontext von Menschen mit Lernschwierigkeiten. *Teilhabe*, 3, S. 106–113.
- Botschaft des Bundesrats zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Erwachsenenschutz, Personenrecht und Kindsrecht) 2006. Internet: <http://www.admin.ch/opc/de/federal-gazette/2006/7001.pdf> (Zugriff am 06.03.2018).
- Bredel, U., Maass, Ch. (2016). *Leichte Sprache. Theoretische Grundlagen. Orientierung für die Praxis*. Berlin: Dudenverlag.
- Bock, B. (2015). Leichte Texte schreiben. Zur Wirksamkeit von Regellisten Leichter Sprache in verschiedenen Kommunikationsbereichen und im WWW.

- trans-kom.eu. Internet: http://www.trans-kom.eu/bd08nr01/trans-kom_08_01_04_Bock_Leichte_Texte.20150717.pdf (Zugriff am 09.03.2018).
- Bock, B. (2017). Das Passiv- und Negationsverbot «Leichter Sprache» auf dem Prüfstand – Empirische Ergebnisse aus Verstehenstest und Korpusuntersuchung. *Sprachreport*, 33(1), S. 20–28.
- Häfeli, Ch. (2010). Professionalität, Selbstbestimmung und massgeschneiderte Massnahmen. Vom Vormundschaftsrecht zum modernen Kindes- und Erwachsenenschutz – die wichtigsten Neuerungen. *SozialAktuell*, 4, S. 14–18.
- Kellerman, G. (2014). Leichte und Einfache Sprache – Versuch einer Definition. *Aus Politik und Zeitgeschichte (APUZ): Leichte und Einfache Sprache*, 64 (9–11), S. 7–10.
- Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde Region Solothurn/Hochschule für Soziale Arbeit FHNW (2016): Informationen zum Erwachsenenschutz in leicht verständlicher Sprache.
- Seitz, S. (2014). Leichte Sprache? Keine einfache Sache. *Aus Politik und Zeitgeschichte (APUZ): Leichte und Einfache Sprache*, 64 (9–11), S. 3–6.
- UN-BRK. Übereinkommen über die Rechte von Menschen mit Behinderungen
Internet: <https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/20122488/index.html> (Zugriff am 05.03.2018).

Am 23. Oktober 2018 findet zum zweiten Mal das Fachseminar **Kommunikationsbarrieren reduzieren. Leichte Sprache im Kindes- und Erwachsenenschutz** in Zusammenarbeit mit der KOKES statt.

Das Fachseminar richtet sich an Mitglieder und Mitarbeitende von Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden, Mitarbeitende von Abklärungsstellen sowie an Mandatstragende.

Inhalte des Fachseminars sind:

- Hintergründe und Bedeutung von Leichter Sprache im Kontext der UN-Behindertenrechtskonvention und des Behindertengleichstellungsgesetzes (BehiG).
- Zielsetzung von Leichter Sprache: Verständlichkeit von Texten für Menschen mit (noch) geringen sprachlichen Kompetenzen.
- Regeln für Leichte Sprache.
- Unterschiedliche Textsorten: Broschüren, Informationsmaterialien, Internetseiten, Briefschaften.
- Beispiele aus laufenden Projekten der Hochschule für Soziale Arbeit FHNW und aus der Zusammenarbeit mit Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden.
- Arbeit an Textbeispielen.

Ort der Durchführung:

Hochschule für Soziale Arbeit der Fachhochschule Nordwestschweiz, Olten.

Weiter Informationen:

<https://www.fhnw.ch/de/weiterbildung/soziale-arbeit/9249186>.

Potenziale Leichter Sprache zur Partizipation Betroffener im Verfahren auf Anordnung einer erwachsenenschutzrechtlichen Massnahme

Anne Parpan-Blaser, Monika von Fellenberg, Simone Girard, Annette Lichtenauer, Gabriela Antener

Stichwörter: Erwachsenenschutzverfahren, KESB, Kommunikation, Leichte Sprache, Partizipationsrechte, Rechtliches Gehör, Selbstbestimmung, Untersuchungsgrundsatz.

Mots-clés: APEA, Autodétermination, Communication, Droit d'être entendu, Droit de participation, Langage simplifié, Maxime inquisitoire, Procédure de protection de l'adulte.

Parole chiave: APMA, Autodeterminazione, Comunicazione, Diritto di essere sentito, Diritto di partecipazione, Lingua comprensibile, Massima inquisitoria, Procedure di protezione degli adulti.

Seit der Ratifizierung der UNO-Behindertenrechtskonvention wird in der Schweiz verstärkt die Forderung nach mehr Teilhabe an Information und Kommunikation für Menschen mit Beeinträchtigungen erhoben. In diesem Kontext wurde von der Hochschule für Soziale Arbeit FHNW in Zusammenarbeit mit der KESB Region Solothurn von 2015 bis Anfang 2018 das Forschungs- und Entwicklungsprojekt «Einfach leicht verständlich» (ELV) durchgeführt, welches sich als erstes solches Unterfangen in der Schweiz den Themen Übertragen von Texten in Leichte Sprache, Prüfung ihrer Verständlichkeit sowie Wahrnehmung ihrer Verwendung durch Fachpersonen und Betroffene widmete. Der vorliegende Beitrag stellt zentrale Untersuchungsergebnisse vor und geht u.a. der Frage nach, welche Potenziale Leichte Sprache hinsichtlich Partizipation in erwachsenenschutzrechtlichen Abklärungen bietet, und was zu beachten ist, wenn in Erwachsenenschutzverfahren Unterlagen in Leichter Sprache zum Einsatz gelangen.

Potentiel du langage simplifié pour la participation de la personne concernée à la procédure d'institution d'une mesure de protection de l'adulte

Depuis la ratification de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, les revendications pour une meilleure participation des personnes en situation de handicap à l'information et à la communication se font plus fortes. Dans ce contexte, la Haute école pour le travail social FHNW a mené, de 2015 à début 2018, en collaboration avec l'APEA de la région de Soleure, le projet de recherche et de développement «Einfach leicht verständlich» (ELV). Ce projet, dédié aux thèmes de la transposition de textes en langage simplifié, du contrôle de leur compréhensibilité ainsi que de la perception de leur utilisation par les professionnels et les personnes concernées, est le premier de ce genre en Suisse. La contribution présente les principaux résultats de la recherche et aborde les questions de savoir quel potentiel représente le langage simplifié dans la participation aux mesures d'instruction en droit de protection de l'adulte et ce à quoi il convient d'être attentif lorsque, dans le cadre d'une procédure de protection de l'adulte, des documents en langage simplifié sont utilisés.

Lingua comprensibile: potenziale per migliorare la partecipazione degli interessati nelle procedure di ordine di misure di protezione degli adulti

Dalla ratifica della Convenzione dell'ONU sui diritti delle persone con disabilità, in Svizzera si rivendica con più forza una maggiore partecipazione alla comunicazione e all'informazione da parte delle persone in situazioni di disabilità. In questo contesto la Scuola supe-

riore per il lavoro sociale (FHNW) e le Autorità di protezione dei minori e degli adulti (APMA) della regione di Soletta hanno condotto, dal 2015 fino a inizio 2018, il primo progetto di ricerca e sviluppo svizzero dedicato alla trasposizione di testi in lingua comprensibile, alla verifica della loro effettiva chiarezza e all'analisi del loro uso da parte di professionisti e interessati. Il contributo presenta i principali esiti della ricerca e indaga quali possibilità offre la lingua comprensibile per facilitare la partecipazione degli interessati agli accertamenti effettuati nel quadro della protezione degli adulti; infine, illustra gli aspetti da tener presente quando si usano documenti in lingua comprensibile nelle procedure di protezione degli adulti.

Einleitung

In jeglichem Kontext menschlichen Zusammenlebens und -wirkens ist sprachliches Handeln eine zentrale Komponente. Kommunikation erfüllt dabei gleichermaßen eine Vermittlungs- und Sozialfunktion. Das heisst, Sprache dient dem Verstehen und der Verständigung wie auch der Teilhabe im Sinne individueller oder gemeinschaftlicher Beteiligung. Dabei beeinflussen spezifische Kontexte und Situationen die Gestaltung von Sprachhandlungen und sprachlichen Mitteln und umgekehrt. Die Verwendung sprachlicher Mittel hängt unter anderem vom kommunikativen Ziel und der Funktion von Kommunikation ab, was sich in unterschiedlichsten Textsorten widerspiegelt (z.B. Rede, Erzählung, Kochrezept, Brief, Gerichtsurteil, etc.).

Kompetentes sprachliches Handeln erhält in politischen Kontexten und gerade auch in demokratischen Systemen besondere Relevanz, da der partizipatorische Prozess über Sprache konstituiert und aufrechterhalten wird: Politische Teilhabe setzt sprachlich-kommunikative Teilhabe voraus (Knobloch & Vogel 2015: 14). Doch gibt es in jeder Gesellschaft zahlreiche Menschen¹, die aufgrund mangelnder Kommunikationskompetenzen an den für sie relevanten Sozialsystemen nicht teilhaben können. Die Gründe sind vielfältig: Sie können auf individueller Ebene liegen und angeboren sein (z.B. Lernbehinderung), im Laufe des Lebens auftreten (z.B. Demenz, Aphasie) oder vorläufig sein (z.B. noch unzureichende Sprachkenntnisse bei Sprachlernenden). Aber auch strukturelle Gegebenheiten können den Zugang zu und das Verstehen von relevanten Informationen behindern (z.B. Fachsprache). In der Schweiz entstehen mit und seit der Ratifizierung der UNO-Behindertenrechtskonvention (UN-BRK) 2014 verstärkt Forderungen nach Teilhabe an Information und Kommunikation für Menschen mit Beeinträchtigungen. So deponierten im Juni 2018 Mitglieder der nationalen Arbeitsgruppe UN-BRK von INSOS, CURAVIVA und vahs² in der Bundeskanzlei die Forderung nach Abstimmungsunterlagen in Leichter Sprache (INSOS o.J.).

¹ So zeigen beispielsweise Zahlen aus der Leo-Studie 2011, dass in Deutschland rund 14% der Bevölkerung nicht ausreichend lesen und schreiben können, um aus einem einfachen Text eine oder mehrere Informationen sinnerfassend zu lesen und/oder sich beim Schreiben auf einem vergleichbaren Kompetenzniveau befindet (Grotlüschen & Riekman 2011: 4).

² INSOS: Nationaler Branchenverband der Institutionen für Menschen mit Behinderungen, CURAVIVA: Verband Heime und Institutionen Schweiz, vahs: Verband anthroposophischer Heilpädagogik und Sozialtherapie in der Schweiz.

In diesem sozialpolitischen Kontext ist die Studie «Einfach leicht verständlich. Leichte Sprache im Erwachsenenschutzverfahren» zu verorten. Sie widmet sich als erstes Entwicklungs- und Forschungsprojekt zu Leichter Sprache in der Schweiz den Themen Übertragen von Texten in Leichte Sprache, Prüfung ihrer Verständlichkeit, Wahrnehmung durch Fachpersonen und Betroffene. Der vorliegende Artikel geht anhand der Erkenntnisse aus dem Projekt folgenden Fragen nach: Welche Potenziale bietet Leichte Sprache hinsichtlich Partizipation in erwachsenenschutzrechtlichen Abklärungen? Was ist zu beachten, wenn im Verfahren auf Anordnung einer erwachsenenschutzrechtlichen Massnahme Unterlagen in Leichter Sprache Verwendung finden? Die Gliederung gestaltet sich wie folgt: Zuerst wird das Thema Selbstbestimmung im Verfahren eingeführt und unter Beizug eines Partizipationsmodells aus der Sozialen Arbeit weiter umrissen. Im zweiten Teil geht es um Leichte Sprache und darum, welche Bezüge sich zwischen dieser Sprachvarietät und dem Erwachsenenschutz ergeben. Im dritten Teil wird das Projekt «Einfach leicht verständlich» näher vorgestellt, das die Hochschule für Soziale Arbeit von 2014 bis Anfang 2018 in Zusammenarbeit mit einer Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB) durchführte. Abschliessend wird der Bogen zu den beiden zentralen Fragestellungen geschlagen und Ausblick auf künftige Chancen Leichter Sprache im behördlichen Kontext sowie auf offene Fragen genommen.

Um die nachfolgenden Ausführungen besser einzuordnen zu können, sei hier einleitend noch etwas zu unserer Herangehensweise erwähnt: Wir haben beim Übertragen und Verfassen der Texte zum Erwachsenenschutz in Leichte(r) Sprache in einem Team zusammengearbeitet, in dem unterschiedlichste Kompetenzen und Disziplinen vertreten waren (Soziale Arbeit, Sonderpädagogik, Linguistik, Recht). Wir möchten hier versuchen, diese Zusammenarbeit in einem gemeinsamen Artikel fruchtbar zu machen und zentrale Ergebnisse aus verschiedenen Perspektiven zu reflektieren. Die für eine interdisziplinäre Herangehensweise typischen Herausforderungen zeigten sich beim Verfassen des vorliegenden Textes nochmals sehr deutlich, denn wir verwendeten einen beträchtlichen Teil der gemeinsamen Sitzungen für (erneute) begriffliche Klärungen. Wir hoffen mit unserem Beitrag Anregungen für Fachpersonen unterschiedlicher disziplinärer Herkunft zu bieten.

1. Partizipationsrechte als Möglichkeit selbstbestimmt im Verfahren auf Anordnung einer behördlichen Massnahme mitzuwirken

Das rechtliche Gehör als Inbegriff der Partizipationsrechte im Verfahren

Leitgedanke des Erwachsenenschutzrechts ist, die Selbstbestimmung der betroffenen Person soweit als möglich zu erhalten und zu fördern (Art. 388 Abs. 2 ZGB). Dieser Grundsatz soll auch im Verfahren auf Anordnung einer behördlichen Massnahme umgesetzt werden. Mit Hilfe der vorgesehenen Partizipationsrechte soll die betroffene Person sich selbstbestimmt und wirksam in das Verfahren einbringen und auf das Ergebnis, die behördliche Massnahme, so weit als möglich einwirken. Inbegriff aller Partizipationsrechte im Verfahren ist der An-

spruch der Parteien auf rechtliches Gehör (Art. 29 Abs. 2 BV), welcher auch als Garantie verfahrensrechtlicher Kommunikation bezeichnet wird (Affolter-Fringeli & Vogel 2016: 643). Der Anspruch auf rechtliches Gehör stellt ein Grundrecht dar und ist eine verfassungsrechtliche Vorgabe für Verfahren vor Gerichts- oder Verwaltungsinstanzen in allen Rechtsgebieten, in denen über individuelle Rechte und Pflichten entschieden wird (Biaggini 2017: 341).

Die Gewährung des rechtlichen Gehörs dient einerseits dazu, den entscheidungsrelevanten Sachverhalt möglichst umfassend und zuverlässig zu eruieren, und andererseits stellt das rechtliche Gehör ein persönlichkeitsbezogenes Mitwirkungsrecht dar (BGE 135 I 187, E. 2.2). Als persönlichkeitsbezogenes Mitwirkungsrecht garantiert es der betroffenen Person, nicht bloss Objekt der behördlichen Entscheidung zu sein, sondern sich eigenverantwortlich – als selbstbestimmtes Subjekt – am Verfahren zu beteiligen. Damit stellt es eine Konkretisierung des grundrechtlichen Anspruchs auf Garantie der Menschenwürde dar (Art. 7 BV; BGE 127 I 6 S. 13 f.; Boller 2016: 318 ff.). Das Bundesgericht hat keine abschliessende Aufzählung der möglichen Mitwirkungsrechte vorgenommen, die als Teilaspekte des rechtlichen Gehörs gelten. Relevant ist, dass die betroffene Person ihren Standpunkt wirksam darlegen kann, die Behörde die Vorbringen der Partei tatsächlich anhört, ernsthaft in Erwägung zieht und angemessen in die Entscheidungsfindung einfließen lässt (Boller 2016: 318 ff.). Generell lässt sich festhalten, dass der Anspruch auf rechtliches Gehör das Recht umfasst, sich vor Erlass einer Beweisverfügung dazu zu äussern, Beweisanträge zu stellen, bei der Beweiserhebung mitzuwirken und sich zum Beweisergebnis zu äussern (Michel & Gareus 2016: 896). Je intensiver der behördliche Eingriff und je stärker damit schutzwürdige Interessen beeinträchtigt werden, desto umfassender soll das rechtliche Gehör gewährt werden (Fassbind 2016b: 873).

Als verfassungsrechtliche Minimalgarantie, umfasst der Anspruch auf rechtliches Gehör insbesondere (Biaggini 2016: 348 ff.):

- *Recht auf Orientierung*: Das Recht von verfahrensbezogenen Eingaben oder Vernehmlassungen Kenntnis zu erhalten und bei Entscheiden von grosser Tragweite für die betroffene Person vorgängig über die behördliche Rechtsauffassung informiert zu werden und die Gelegenheit zu erhalten, dazu Stellung zu nehmen.
- *Äusserungsrecht*: Das Recht der betroffenen Person, sich vor Ergehen des Entscheides dazu schriftlich äussern zu dürfen.
- *Akteneinsichtsrecht*: Das uneingeschränkte Recht alle für das Verfahren relevanten Akten einsehen zu dürfen, sodass die betroffene Person die Entscheidungsgrundlage kennt und sich dazu äussern kann.
- *Anspruch auf Beweisantrag und Beweisabnahme*: Das Recht Beweisanträge zu stellen und das Recht bei der Erhebung von Beweisen mitzuwirken bzw. sich zum Ergebnis der Beweiserhebung zu äussern.
- *Anspruch auf gehörige Prüfung und Berücksichtigung*: Die Vorbringen der betroffenen Person müssen gehört und geprüft und bei der Entscheidungsfindung berücksichtigt werden.

- *Anspruch auf Ausschöpfung der Überprüfungsbefugnis*: Die zuständige Behörde muss die ihr gesetzlich zugewiesene Überprüfungsaufgabe wahrnehmen.
- *Recht auf Verbeiständung*: Das Recht sich im Verfahren vertreten und beraten zu lassen.
- *Begründungspflicht*: Die Pflicht einen Entscheid so zu begründen, dass die betroffene Person ihn gegebenenfalls sachgerecht anfechten kann.

Partizipationsrechte und -pflichten im Verfahren auf Anordnung einer behördlichen Massnahme

Im Verfahren auf Anordnung einer behördlichen Massnahme gilt im Erwachsenenschutz der uneingeschränkte Untersuchungsgrundsatz (Art. 446 Abs. 1 und 2 ZGB). Die KESB hat die Pflicht zur Tatsachenfeststellung. Sie muss alle notwendigen und geeigneten Abklärungen vornehmen, um den rechtlich relevanten Sachverhalt zu ermitteln (Murphy & Steck 2016: 741). Dabei muss sie der betroffenen Person³ die vorgesehenen Partizipationsrechte gewähren. Die Abklärungen kann die KESB selber vornehmen oder sie kann die Aufgabe an andere Fachpersonen delegieren (Sozialarbeitende, Ärztinnen und Ärzte, etc.; Art. 446 Abs. 2 ZGB). Für die Einhaltung der Verfahrensgrundsätze, und damit auch für die Gewährung der Mitwirkungsrechte, bleibt die KESB verantwortlich (Murphy & Steck 2016: 743).

Neben den Partizipationsrechten, die sich aus dem Anspruch auf rechtliches Gehör ergeben, enthält auch das ZGB⁴ für das Verfahren vor der KESB Mitwirkungsrechte und -pflichten, die teilweise eine Konkretisierung des rechtlichen Gehörs darstellen und teilweise auch weitergehende Ansprüche begründen:

- *Gutachten* (Art. 446 Abs. 2 ZGB): Das Recht der betroffenen Person sich zu Notwendigkeit und Zumutbarkeit eines Gutachtens, zu seiner fachlichen Ausrichtung, zur fachlichen Qualifikation sowie zur Person des Gutachters/der Gutachterin zu den Kosten (Michel & Gareus 2016: 896 f.) und zum Ergebnis des Gutachtens zu äussern.
- *Eigene fachliche Beurteilung durch KESB* (Art. 446 Abs. 2 ZGB): Bei Verzicht auf ein externes Gutachten, das Recht der betroffenen Person auf detaillierte und nachvollziehbare Akten bezüglich Beurteilung, mündliche oder schriftliche Eröffnung des Ergebnisses der Beurteilung und das Recht zum Ergebnis der Beurteilung Stellung zu nehmen (Michel & Gareus 2016: 891).
- *Anhörung* (Art. 447 ZGB): Soweit dies nicht unverhältnismässig erscheint, besteht das Recht der betroffenen Person persönlich, d.h. mündlich, ange-

³ Im Erwachsenenschutz gelten gewisse nahestehende Personen als verfahrensbeteiligt und haben damit einen Anspruch auf rechtliches Gehör. Sie werden im vorliegenden Text nicht explizit erwähnt (Michel & Gareus 2016: 895 f.).

⁴ Es gibt kein gesamtschweizerisches Verfahrensrecht für den Erwachsenenschutz. Weitere Bestimmungen finden sich im kantonalen Recht und in der Schweizerischen Zivilprozessordnung (Art. 450f ZGB).

- hört zu werden und sich zum ermittelten Sachverhalt und zu der in Aussicht gestellten Erwachsenenschutzmassnahme zu äussern (Fassbind 2016b: 875).
- *Mitwirkungspflichten* (Art. 448 Abs. 1 ZGB): Die Pflicht der am Verfahren beteiligten Personen zur Mitwirkung bei der Sachverhaltsabklärung, z.B. Pflicht zu persönlichem Erscheinen, Auskunftserteilung im Rahmen der persönlichen Anhörung (Murphy & Steck 2016: 753).
 - *Anordnung einer Vertretung* (Art. 449a ZGB): Die Pflicht der KESB eine Rechtsvertretung anzuordnen, wenn die betroffene Person nicht in der Lage ist, ihr Interessen im Verfahren sachgerecht zu vertreten und selber keine Vertretung bestellen kann (Murphy & Steck 2016: 761).
 - *Akteneinsichtsrecht* (Art. 449b ZGB): Das Recht der betroffenen Person die Entscheidungsgrundlage der KESB zu kennen und Einblick in das gesamte Aktenossier zu erhalten. Die Pflicht der KESB zur Aktenführung und zur systematischen und vollständigen Erfassung der entscheiderelevanten Unterlagen (Murphy & Steck 2016: 773).

Befähigung die Partizipationsrechte/-pflichten in Anspruch zu nehmen

Das Erwachsenenschutzrecht muss einen Ausgleich finden zwischen der Freiheit und Selbstbestimmung einerseits und der (unfreiwilligen) Unterstützung von hilfsbedürftigen Personen andererseits. Diese Unterstützung soll soweit als möglich eine Hilfe zur Selbsthilfe darstellen und die Selbstbestimmung weitestgehend erhalten (Fassbind 2016a: 705). In diesem Spannungsfeld zwischen Selbst- und (aufgezwungener) Fremdbestimmung bewegt sich die KESB sowohl im Verfahren auf Anordnung einer behördlichen Massnahme als auch im Zusammenhang mit deren Ausgestaltung im Einzelfall. Die KESB muss im Rahmen des Verfahrens klären, ob und welche behördliche Massnahme in Anbetracht des individuellen Schwächezustandes einer Person als angemessen erscheint. Bei der Sachverhaltsermittlung ist die KESB nicht an einen klassischen Beweismittelkatalog gebunden. Es liegt in ihrem pflichtgemässen Ermessen, im Einzelfall zu bestimmen, welche Beweismittel zur Klärung des rechtsrelevanten Sachverhaltes geeignet sind (Michel & Gareus 2016: 879). Die Gewährung der Partizipationsrechte trägt dazu bei, «die Anliegen und rechtlichen Ansprüche der Verfahrensbeteiligten ins richtige Licht zu rücken, einen Sachverhalt so treffsicher als nur möglich zu erfassen und durch die Mitwirkung der Verfahrensbeteiligten der Behörde einen möglichst sachgerechten Entscheid zu ermöglichen» (Affolter-Fringeli & Vogel 2016: 643).

Stufen der Partizipation aus Sicht der Sozialen Arbeit

Der Grundsatz der Selbstbestimmung gilt wie oben ausgeführt auch im Verfahren auf Anordnung einer behördlichen Massnahme, und der Anspruch auf rechtliches Gehör bleibt gewahrt, auch wenn das Vorliegen eines Schwächezustands Gegenstand der Abklärung ist. Kann sich jemand aufgrund eines Schwächezustandes und/oder geringer Lesefähigkeit nur beschränkt am Verfahren beteiligen, so muss diese Person so weit als möglich befähigt werden, ihre Partizipationsrechte selbst und selbstbestimmt wahrzunehmen. Wie also werden

Betroffene über ihren Anspruch auf rechtliches Gehör informiert? Wie werden ihnen ihre Mitwirkungsrechte zu Kenntnis gebracht? Sind Formen der Mitwirkung und Teilhabe vorgesehen, die den (vermuteten) Einschränkungen angepasst sind? Mit diesen Fragen sei angedeutet, wie voraussetzungsvoll es ist, Verfahren des Erwachsenenschutzes unter Massgabe der Partizipationsfähigkeit der Betroffenen auszugestalten.

Eine vergleichbare Ausgangslage – nämlich Beteiligung der Betroffenen trotz Einschränkungen sowie Befähigung zur Mitwirkung – ergibt sich in zahlreichen anderen Feldern, in denen Fachpersonen der Sozialen Arbeit tätig sind. Zur analytischen Betrachtung der Spannungsfelder rund um Beteiligung in Entscheidungsprozessen ist hier ein Modell mit Wurzeln in der Gemeinwesenarbeit (Arnstein 1969, Lüttringhaus 2000) anschlussfähig, mit dem eine graduelle Differenzierung von Partizipation vorgenommen werden kann. Zentraler Bezugspunkt des Modells ist, dass in der Sozialen Arbeit – wie in anderen humanbezogenen Dienstleistungen – ein für alle Beteiligten zufriedenstellendes Ergebnis nur durch Co-Produktion zu Stande kommt. Das Zusammenwirken von Fachpersonen (z.B. Pflegende, Beratende) und Betroffenen (z.B. Patientinnen/Patienten, Klientinnen/Klienten) bildet die Grundeinheit. Für die Soziale Arbeit bedeutet dies, dass weder die Asymmetrie der Beziehung zwischen Fachpersonen und Klientinnen/Klienten noch der Umstand des Zwangskontextes etwas an der Tatsache ändern, dass tragfähige Lösungen nur unter Einbezug und Beteiligung der betroffenen Personen Wirkung erzielen können. Im Zusammenhang mit diesem Strukturmerkmal Sozialer Arbeit und vielmehr noch im Hinblick auf Partizipation als Zielgrösse sozialarbeiterischer Intervention werden Stufen der Beteiligung unterschieden.

Stufe 9 Autonomie	Alle Aspekte liegen ausschliesslich in den Händen und in der Entscheidungskompetenz der Betroffenen.	Über Partizipation hinaus
Stufe 8 Entscheidungsmacht	Eigeninitiative aus Betroffenheit, eigenständige Entscheidungen, Begleitung der Massnahme/des Projekts von ausserhalb.	Formen der Partizipation
Stufe 7 Teilweise Entscheidungskompetenz	Entscheidungskompetenz bleibt auf ausgewählte Aspekte beschränkt, Initiative zum Einbezug kommt von ausserhalb des Betroffenenkreises.	
Stufe 6 Mitbestimmung	Mitspracherecht der Betroffenen ohne alleinige Entscheidungsbefugnis.	
Stufe 5 Einbeziehung	Formale Teilnahme am Entscheidungsprozess ohne verbindlichen Einfluss auf denselben.	Vorstufen der Partizipation
Stufe 4 Erkundigung	Sichtweise der Betroffenen wird angehört, ohne dass klar ist ob und inwiefern sie in die Entscheidung einfliesst.	
Stufe 3 Information	Betroffene werden über Zusammenhänge der Entscheidung in Kenntnis gesetzt.	
Stufe 2 Erziehen und Behandeln	Wahrgenommene Defizite der Betroffenen schliessen ihre Entscheidungsfähigkeit aus und rechtfertigen eine paternalistische Haltung.	Keine Partizipation
Stufe 1 Instrumentalisierung	Entscheidungen werden ohne die Betroffenen getroffen.	

Tabelle 1: Stufen der Partizipation (in Anlehnung an Wright et al. 2007).

Die Darstellung der Partizipationsstufen im Modell erweist sich jedoch insofern als einseitig, als dass Partizipationsmöglichkeiten nicht automatisch zu faktischer Partizipation führen. Potenziell Teilhabende müssen erstens über ihre Partizipationsmöglichkeiten informiert sein, zweitens die Fähigkeiten haben oder erwerben können, diese zu realisieren, und drittens auch vom Recht Gebrauch machen können, aktiv auf eine Partizipation zu verzichten. Hindernisse zu faktischer Partizipation sind nicht selten sprachlicher Art. Und so gibt es im Sozialwesen und darüber hinaus verschiedene Ansätze, um den Herausforderungen zu begegnen: Sie reichen von der kritischen Reflexion der sprachlichen Verhältnisse in einer wissenschaftsorientierten Gesellschaft über bildungspolitische Bestrebungen zum Erreichen einer ausreichenden Literalität aller (Lesen und Schreiben für Erwachsene, Unterstützung beim Zweitspracherwerb) und Übersetzungsangeboten bis hin zu Bestrebungen, Zugangsschwellen zu Informationen durch entsprechende Kommunikationsformen (dazu gehört auch Leichte Sprache) zu senken.

Die im Rahmen des Erwachsenenschutzes hoch gewichtete Selbstbestimmung und die aus den Mitwirkungsrechten und -pflichten herzuleitenden Partizipationsmöglichkeiten werfen also verschiedenste Fragen auf. Im Rahmen dieses Beitrags werden wir nicht alle vertieft behandeln können. Im Fokus wird Leichte Sprache stehen und die Frage, welchen Beitrag sie leisten kann, wenn es darum geht, das Verfahren auf Anordnung einer erwachsenenschutzrechtlichen Massnahme so zu gestalten, dass die Partizipationsmöglichkeiten von Betroffenen so weit als möglich aktiv genutzt werden können.

2. *Leichte Sprache im Kontext Erwachsenenschutz*

Das Erwachsenenschutzverfahren besteht aus verschiedenen Verfahrensschritten, die durch schriftliche wie auch mündliche Kommunikationssituationen gestaltet werden, was wiederum die Bedeutung von Information und verständlicher Kommunikation als Voraussetzung für jegliche Partizipationsmöglichkeiten hervorhebt. Die Betrachtung des Partizipationsmodells von Wrigth et al. (2007, siehe vorn) zeigt, dass bereits auf einer Vorstufe von Partizipation Information eine wesentliche Rolle spielt, diese aber auf den weiteren Ebenen unerlässlich wird. Fehlt betroffenen Personen im Erwachsenenschutzverfahren der Zugang zu für sie verständlichen Informationen, so sind die ihnen von Rechts wegen zustehenden Partizipationsmöglichkeiten schwierig wahrzunehmen. Betroffene werden tendenziell und insbesondere bei mangelnder Unterstützung von Behördenmitgliedern, anderen Fachpersonen oder Angehörigen in Formen der Nicht-Partizipation verharren.

Wie in Kapitel 1 aufgezeigt, sind auch für Personen mit einem Schwächezustand die rechtlichen Grundlagen für eine selbstbestimmte Mitwirkung im Verfahren gegeben. Wie diese Menschen befähigt werden können, ihre Rechte wirksam wahrzunehmen, das beschäftigt zunehmend auch die juristische Doktrin (Bucher/Aebi-Müller 2017: 206). So wird z.B. explizit im Zusammenhang mit der Anhörung gefordert, dass diese dem Schwächezustand angepasst durchzuführen und eine besonders schonungsvolle Behandlung erforderlich sei (Steck 2015:

482 f.). Hier knüpft das Konzept der Leichten Sprache an, das mittels Vereinfachungen auf lexikalischer (Wort) und syntaktischer (Satz) Ebene, in Textstruktur und -gestaltung Informationen in leicht zugänglicher und verständlicher Form zur Verfügung stellt. Damit können Kommunikationssituationen im erwachsenenschutzrechtlichen Verfahren möglichst barrierearm ausgestaltet werden. Im Idealfall kennen Betroffene ihre Rechte im Verfahren, sie wissen, dass und wie sie sich wirksam in das Verfahren einbringen können, und sie kennen die Entscheidungsgrundlagen. Allerdings ist Leichte Sprache nicht für alle betroffenen Personen das geeignete Mittel zur Partizipation bzw. wird es immer auch Fälle geben, in denen der Schwächezustand Partizipation im Verfahren nur in begrenztem Mass oder gar nicht zulässt.

Die Kommunikationssituation im Erwachsenenschutzverfahren

Wie bereits erwähnt, spielt im Erwachsenenschutz die Kommunikation eine entscheidende Rolle, denn mit ihr und durch sie vollziehen sich die institutionell festgelegten Verfahrensschritte. Merkmale dieser Behördenkommunikation sind ihre Verrechtlichung und die Schriftdominanz, was sie somit klar von Alltagskommunikation unterscheidet. Der mündlichen Kommunikation und Information wird in der Praxis der KESB bereits grosse Aufmerksamkeit geschenkt: Die Betroffenen und ihre Angehörigen sollen verstehen, welche Schritte ein Erwachsenenschutzverfahren umfasst, und nachvollziehen können, was die Aufgaben der KESB dabei sind. Hierzu wird vor allem auf die mündliche Kommunikation im Rahmen von Gesprächen oder Telefonaten gesetzt. Allerdings sind die so abgegebenen Informationen für die Betroffenen ausserhalb der Kommunikationssituation oft nicht mehr zu erschliessen. Zudem handelt es sich typischerweise um Experten-Laien-Gespräche, die sich durch «systematische Wissensasymmetrie der beteiligten Kommunikationspartner» auszeichnet (Bromme et al. 2004: 178 sowie Becker-Mrotzek 2001), wodurch auch ein Machtgefälle entsteht. Bromme et al. (2004) zeigen allerdings auf, dass sich die Asymmetrie Experte-Laie aus zwei verschiedenen Perspektiven denken lässt. Behördenmitarbeitende sind Personen, die aufgrund ihres Fachwissens und ihres Status die Rolle des Experten/der Expertin bezüglich Verfahren innehaben. Betroffene ihrerseits verfügen über ein hohes Mass an problemlösungsrelevantem Wissen und können in diesem Sinne ebenfalls als Experten angesehen werden. Geht es um Partizipation und Selbstbestimmung im Erwachsenenschutzverfahren, so betrifft dies genau den Punkt, wie betroffene Personen die eigene Expertise in den Verfahrensprozess einbringen, um bei der Sachverhaltsermittlung persönlich mitzuwirken und das Ergebnis – die behördliche Massnahme nach Mass – mitzugestalten.

Grundlegend dafür ist, dass im Kommunikationsprozess eine Verständigung stattfindet, durch welche die Kommunikationspartner einen common ground schaffen (Clark 1996), d.h. zu einem geteilten Bezugsrahmen und zu geteiltem Wissen kommen, welche es ermöglichen, ein spezifisches Kommunikationsziel zu teilen und zu erreichen. Das gegenseitige Verstehen ist dabei nicht vollkommen, aber Kommunikationsteilnehmende zielen darauf ab und können voneinander annehmen, dass das Gegenüber sie ausreichend verstanden hat, um den Zweck

der Kommunikation erfüllen zu können (grounding criterion, Clark & Brennan 1991:129). Für diese gemeinsame Verständigung ist es erforderlich, antizipativ den kognitiven Bezugsrahmen der anderen Person einzuschätzen (d.h. Vorwissen, Einstellungen, Überzeugungen, situationsbezogene Informationen, etc.) und sich adaptiv darauf ausrichten können. Dazu gehört auch, die sprachlich-kommunikativen Kompetenzen des Gegenübers einzuschätzen und die eigene Kommunikationsfähigkeit zu verbessern (Bromme et al. 2004: 185). Diesem Vorhaben hat sich die KESB Solothurn verschrieben, indem sie sich als Kooperationspartnerin im Projekt ELV engagiert hat.

Was ist Leichte Sprache?

Leichte Sprache wird von Bredel & Maass (2016: 25–39) als eine Varietät der deutschen Sprache angesehen, die sich an Menschen mit geringen Lese- und Verstehenskompetenzen richtet. So kann Leichte Sprache für ganz unterschiedliche Zielgruppen hilfreich sein, wie bspw. für Menschen mit Lernschwierigkeiten, psychischen Beeinträchtigungen, funktionalem Analphabetismus, für ältere Menschen oder Menschen mit Demenz, aber auch für Personen mit (noch) geringen Deutschkenntnissen. Leichte Sprache richtet sich also generell an Lesende, für die standard- oder fachsprachliche Texte zu schwierig sind und die deshalb an ihr Lesevermögen angepasste Informationen benötigen (Bredel & Maass 2016: 5).

Leichte Sprache bezieht sich im deutschen Sprachraum auf schriftlich verfasste Dokumente. Regeln zum Verfassen von Texten in Leichter Sprache betreffen sowohl die inhaltliche wie auch die gestalterische Ebene von Texten. Auf der inhaltlichen Ebene wird dabei die Wort-, Satz- und Textebene betrachtet: Gebrauch bekannter Wörter, Vermeiden von Fremdwörtern, kurze Sätze, Verbal- statt Nominalsätze, chronologischer Aufbau – um nur einige Beispiele zu nennen. Dies hilft leseungeübten Personen in der Aufnahme komplexer Inhalte. Auf der Ebene des Layouts sollen unter anderem die Schriftgröße und -art sowie generell die Textstrukturierung (Linksbündiger Text, Verwendung von Listen, Einsatz von Farbe als Gestaltungselement) beachtet werden. Dabei sollen gestalterische Elemente die Orientierung von leseungeübten Personen im Text verbessern. Insgesamt verfolgen die Regeln von Leichter Sprache das Ziel, den betroffenen Personen eine bessere Orientierungsmöglichkeit in schriftlichen Dokumenten zu schaffen und damit die Verständlichkeit der Texte zu erhöhen (siehe auch Lichtenauer et al. 2018). Während hierzulande erste Erfahrungen zu Leichter Sprache im Kontext von Behörden und Verwaltungen gemacht werden, ist diese in anderen europäischen Ländern (wie Schweden, Finnland, Grossbritannien, Österreich, Deutschland) etabliert, wovon nicht nur zahlreiche Materialien sondern auch entsprechend adaptierte Internet-Seiten zeugen

Nachfolgend ein Beispiel aus der Informationsbroschüre Informationen zum Erwachsenenschutz, die im Rahmen des Projekts ELV verfasst worden ist und in der der Erwachsenenschutz in Leichter Sprache erklärt wird. Als Orientierungshilfe wurde in der Broschüre zudem mit Farben gearbeitet.

3. Das Erwachsenenschutz-Recht

Im Erwachsenenschutz-Recht steht:

- In welchen Situationen die KESB jemandem Unterstützung und Schutz geben muss.
- Welche Arten von Schutz und Unterstützung es gibt.
- Wie das Verfahren ist. Das Wort "Verfahren" ist ein Fach-Wort. Es bedeutet Ablauf oder Vorgehen. Das Gesetz regelt, wie die KESB vorgehen muss, wenn ihr ein Fall gemeldet wird.
- Welche Rechte und Pflichten die Betroffenen im Verfahren haben.

Im Erwachsenenschutz-Recht gibt es 4 wichtige Regeln. Die KESB muss diese Regeln einhalten.

1. Es ist wichtig, dass die Betroffenen ihr Leben so selbständig wie möglich weiterführen können.
2. Zuerst schaut die KESB, können Personen im privaten Umfeld helfen zum Beispiel Verwandte, Bekannte. Die KESB schaut auch, können Betroffene selber Hilfe suchen, zum Beispiel bei der Spitex, bei einer Beratungsstelle. Wenn keine andere Person oder Stelle helfen kann, muss die KESB eine Person bestimmen, die hilft.
3. Die Art von Unterstützung und von Schutz muss zu den Betroffenen passen.
4. Die Meinung der Betroffenen ist wichtig. Man muss ihnen zuhören.

Wichtig ist:



Die Betroffenen können nicht alleine entscheiden, ob sie Unterstützung bekommen. Sie können auch nicht alleine entscheiden, welche Unterstützung und Schutz sie bekommen.

Es kann sein, dass die KESB die Situation anders als die Betroffenen einschätzt. Und anders entscheidet als die Betroffenen es sich wünschen.

3. *Das Projekt «Einfach leicht verständlich»⁵*

Das Forschungs- und Entwicklungsprojekt «Einfach leicht verständlich» (ELV) wurde von der Hochschule für Soziale Arbeit FHNW in Zusammenarbeit mit der KESB Region Solothurn von 2015 bis Anfang 2018 durchgeführt und verfolgte hauptsächlich zwei Ziele: Die Projektgruppe wollte einerseits Erkenntnisse zum Texterstellungsprozess gewinnen. Dabei wurde der Frage nachgegangen, wie ein behördlicher Text in Leichter Sprache entsteht und was dabei zu beachten ist. Andererseits ging es darum, zu untersuchen wie die Texte in Leichter Sprache von Betroffenen und Fachpersonen wahrgenommen werden, und wie sie sich auf die Zusammenarbeit und die Partizipation auswirken. Das Projekt umfasste vier Teilbereiche:

1. Übertragen von Brief- und Entscheidungsvorlagen der KESB in Leichte Sprache.
2. Rekrutierung und Schulung von Prüferinnen und Prüfern aus der Zielgruppe⁶ um die Verständlichkeit der Texte zu prüfen.
3. Evaluation der Prozesse zur Texterstellung und Textprüfung.
4. Empirische Untersuchung zur Wahrnehmung und Wirkung der Texte bei den anwendenden Fachpersonen sowie den Betroffenen eines Erwachsenenschutzverfahrens.

Die von der Behörde ausgewählten Texte aus dem Erwachsenenschutz wurden vom Projektteam zwischen Februar 2015 und Mai 2016 in Leichte Sprache übertragen. Es handelt sich dabei um Vorlagen für a) den Abklärungsauftrag, b) den Begleitbrief zum Abklärungsauftrag, c) den sogenannten Dispositiventscheid sowie d) den Entscheid. Ausserdem entstand, weil sich im Projektverlauf die Notwendigkeit dazu zeigte, zusätzlich e) eine Informationsbroschüre zum Erwachsenenschutz, in der wichtige Informationen zum Erwachsenenschutzrecht und zum Verfahren ausgeführt und Fachbegriffe erklärt werden. Alle Texte wurden einer doppelten Prüfung unterzogen: Einerseits haben Behördenmitarbeitende die fachlich-inhaltliche Korrektheit der Texte kontrolliert, andererseits wurden sie von Vertreterinnen und Vertretern der Zielgruppe auf ihre Lesbarkeit und Verständlichkeit getestet. Diese Texterstellungs- und Textprüfprozesse wurden evaluiert. Seit Juni 2016 verwendet die KESB Region Solothurn die Texte in der Praxis. Im Januar 2018 wurde der letzte Teil des Projektes, die empirische Untersuchung zur Wahrnehmung und Wirkung der Texte abgeschlossen.

Das Sample der Befragten setzt sich aus elf Anwendenden und sechs Betroffenen zusammen: Mitarbeitende in abklärenden Stellen, KESB-Mitarbeitende, private und professionelle Mandatsführende, Betroffene und Angehörige. Die Datenerhebung erfolgte in drei Wellen mittels problemzentrierten Leitfadeninterviews (Witzel 2000). Die Interviewteilnehmenden unterzeichneten eine Einverständniserklärung betreffend Datenerhebung und -nutzung, und erhielten

⁵ Einfach leicht verständlich – Leichte Sprache am Beispiel Erwachsenenschutz, siehe auch https://irf.fhnw.ch/project-page?project_id=8.

⁶ Menschen mit kognitiven Beeinträchtigungen.

Für die Verständlichkeitsprüfung rekrutierten wir in zwei Organisationen der Behindertenhilfe in Olten interessierte Personen. Im Rahmen einer Schulung konnten sie sich auf ihre Rolle als Prüferin oder Prüfer vorbereiten, die im Wesentlichen darin bestand, die Textfragmente oder nach den Rückmeldungen der KESB fertiggestellte Texte in Gruppensitzungen durchzuarbeiten. Diese Prüfgruppen wurden durch eine Person moderiert, die selbst nicht in den Übersetzungsprozess involviert war. Zusätzlich arbeiteten wir für die Textprüfung mit dem Büro für Leichte Sprache des WohnWerks Basel zusammen, dem die Verständlichkeitsprüfung für einige Texte in Auftrag gegeben wurde.

Aus der Evaluation der Textübertragung und -erstellung haben wir rund 30 Empfehlungen zu einer Good Practice erarbeitet. Zentral ist gewiss der aktive Einbezug der Auftraggeberschaft in den Prozess der Texterstellung: Dies führt zu einer Sensibilisierung für die Notwendigkeit, die Möglichkeiten aber auch die Grenzen Leichter Sprache

4. *Potenziale von Leichter Sprache im Erwachsenenschutz*

Wie eingangs in Aussicht gestellt, soll nun erläutert werden, welche Potenziale der Einsatz von Texten in Leichter Sprache hinsichtlich Partizipation der Betroffenen in erwachsenenschutzrechtlichen Abklärungen bietet. Anschliessend wird erläutert, was innerhalb einer KESB zu beachten ist, wenn Texte in Leichter Sprache zur Verfügung stehen.

Auswirkungen Leichter Sprache auf die Partizipation – Schematische Darstellung und Beobachtungen

Die Potenziale Leichter Sprache hinsichtlich Partizipation in erwachsenenschutzrechtlichen Abklärungen werden schematisch anhand von drei Phasen eines Verfahrens dargestellt, um die damit verbundenen Kommunikationsformen und Partizipationsmöglichkeiten zu beschreiben: die Verfahrenseröffnung, die Sachverhaltsermittlung (Abklärung) und der Entscheid (siehe Tabelle 2). Die im ersten Teil dargestellten Aspekte des rechtlichen Gehörs sowie die Mitwirkungsrechte und -pflichten in Erwachsenenschutzverfahren nach ZGB (siehe Tabelle 2, Zeile «relevante Rechte») wie auch das vorgestellte Stufenmodell von Partizipation werden für die schematische Darstellung exemplarisch beigezogen.

Die Mitteilung betreffend **Verfahrenseröffnung** erfolgt bei der KESB Region Solothurn schriftlich an die betroffene Person und ist begleitet von einer Kopie des Abklärungsauftrages mit den Fragen, welchen die abklärende Stelle nachgehen muss. Die Möglichkeit diese schriftlichen Dokumente verstehen zu können, ist dann umso wichtiger, wenn dies der erste Kontakt zwischen KESB und Adressat oder Adressatin ist. Wer ist der Absender des Briefes? Was ist eine KESB? Was ist ein Erwachsenenschutzverfahren? Wer sind die involvierten Personen? Womit ist zu rechnen? Welche Rechte und Pflichten bestehen?

Die Verfahrenseröffnung mit dem Abklärungsauftrag müssen es vermögen einen *common ground* herzustellen. Dies ist via schriftlicher Kommunikation besonders herausfordernd, da der Wissensstand und die Kompetenzen des Gegenübers nicht situativ erfasst und die Sprachhandlungen nicht unmittelbar und

lokal adaptiert werden können. Stattdessen muss antizipierend eingeschätzt werden, welche Informationen an diesem Punkt erforderlich sind und wie diese sprachlich (und gestalterisch) am besten zugänglich gemacht werden können. Die Verfahrenseröffnung in Leichter Sprache sowie die Informationsbroschüre zum Erwachsenenschutz sind mit diesem Ziel erstellt worden. Betreffend Partizipationsmöglichkeit ist festzuhalten, dass sich diese bei der Verfahrenseröffnung zwar auf das Informiertsein (Stufe 3) beschränkt, aber grundlegend ist, um zu einem späteren Zeitpunkt umfassender partizipieren zu können.

Im Laufe der **Sachverhaltsermittlung** eröffnen sich verschiedene Partizipationsmöglichkeiten, für deren Realisierung verschiedene Sprach- und Kommunikationskompetenzen der Adressaten und Adressatinnen gefragt sind. In **Abklärungsgesprächen** sowie in **persönlichen Anhörungen vor der KESB** müssen Fragen verstanden (rezeptiv mündlich) und eigene Anliegen und Ansichten, eventuell auch Fragen formuliert werden können (produktiv mündlich). Die Partizipationsmöglichkeit erweitert sich hier demnach auf die Stufen 4 und 5, eventuell auch Stufe 6. Wichtig hervorzuheben ist dabei, dass diese Mitwirkung zu einem grossen Teil auf der Verständlichkeit der Verfahrenseröffnung und den dort erhaltenen Informationen aufbaut. Betroffene Personen können sich so auf den schriftlichen Abklärungsauftrag und die dort formulierten Abklärungsfragen beziehen; sie wissen, wer die fallführende Person bei der KESB ist und können diese anrufen. Dies beschreibt eine/einer der befragten Mitarbeitenden der KESB: *«Manche älteren Leute haben dann schon Mühe, wenn sie am Empfang ans Telefon kommen, und dann mh wie hiess sie jetzt schon wieder, oder, und so landen sie eigentlich bei der richtigen Person»* (AN-K-02 00:08:05). Betroffene kennen wichtige Verfahrensrechte wie das Akteneinsichtsrecht oder die Möglichkeit, eine ihnen vertraute Person an die Anhörung mitzunehmen. In der Sachverhaltsermittlung haben Unterlagen in Leichter Sprache das zusätzliche Potenzial, Hilfen für das Gespräch mit den Betroffenen zu bieten, und so auch zu grösserer Verständlichkeit in der mündlichen Kommunikation beizutragen.

Im Prozess der Sachverhaltsermittlung können Personen im Rahmen des Anspruchs auf rechtliches Gehör **Akteneinsicht** verlangen, um die Grundlagen für den Entscheid zu kennen und dazu Stellung zu nehmen. Diese Akteneinsicht bedingt erstens, dass das Akteneinsichtsrecht bekannt ist. Zweitens braucht es eine schriftliche oder mündliche Anfrage bei der KESB. Drittens müssten die Akten in einer verständlichen Sprache verfasst sein, damit sich betroffene Personen selbst über verfahrensrelevante Inhalte informieren können (siehe dazu Biesel et al. 2017). Einsichtnahme in die Akten ist für Betroffene auch wichtig, um aktive und kompetente Klienten darzustellen (*«Eben da vom Amtsgeheimnis das ist auch gut. Und das Recht aufgrund von dem habe ich dann den Brief geschrieben, nicht wahr»*, AD-01 1:141). Das Potenzial der Leichten Sprache liegt hier im Klären der Rechte und der Wege, um Akteneinsicht zu verlangen. In Leichter Sprache geführte Akten sind gewiss nicht realistisch, hingegen ist damit zu rechnen, dass KESB-Mitarbeitende zunehmend für Verständlichkeit in der schriftlichen Dokumentation sensibilisiert werden.

	Verfahrens- eröffnung	Sachverhaltsermittlung (Abklärungsauftrag, Gutachten durch KESB, Anhörung, Akteneinsicht)			Entscheid
		Abklärung/ Gutachten	Anhörung	Akteneinsicht	
Stufe(n) der Partizipation	Informiertsein	Anhörung Einbeziehung evtl. Mitbestimmung	Anhörung Einbeziehung evtl. Mitbestimmung	Informiertsein	Anhörung Einbeziehung evtl. Mitbestim- mung
Anforderung an Sprachkompetenz der Adressatin/ des Adressaten	Rezeptiv schriftlich (Hintergrundinfor- mationen KESB, Abklärungsfragen, involvierte Personen, Vorge- hen, etc.)	Rezeptiv und pro- duktiv mündlich Vorbereitend dafür: Rezeptiv schriftlich (z.B. Abklärungsfragen)	Rezeptiv und pro- duktiv mündlich Vorbereitend: Rezeptiv schriftlich (Rechte, Zweck)	Rezeptiv schriftlich	Rezeptiv schriftlich (Rechte und Pflichten des Beistandes ver- stehen, eigene Rechte z.B. Rechtsmittel ge- gen Verfügung)
Relevante Rechte	Recht auf Orientierung	Mitwirkungsrechte bei Gutachten	Recht auf persönliche Anhörung	Recht auf Akteneinsicht	Äusserungsrecht Begründungs- pflicht

Tabelle 2: Partizipationsmöglichkeiten und -stufen im Verfahren auf Anordnung einer erwachsenenschutzrechtlichen Massnahme (eigene Darstellung).

Faktoren zur Entfaltung des Potenzials von Texten in Leichter Sprache

Neben inhärenten Faktoren der Texte in Leichter Sprache, d.h. ihrer Verständlichkeit, sind eine Reihe von äusseren Faktoren relevant dafür, ob und inwiefern sie ihren Zweck erfüllen können. Am Beispiel des Erwachsenenschutzverfahrens lassen sich verschiedene Faktoren identifizieren, die das Potenzial von Leichter Sprache als Mittel zur erhöhten Partizipation beeinflussen.

Ein erster wichtiger Faktor ist die **Haltung von KESB-Mitarbeitenden**. Eine grundlegende Voraussetzung für den Einsatz der Dokumente ist die Überzeugung von Mitarbeitenden, dass die Partizipation von Adressatinnen und Adressaten an ihrem eigenen Verfahren wünschenswert und wichtig ist. Argumente sind für Behörden nicht nur der Anspruch auf Verfahrensrechte, sondern auch verfahrens-ökonomische Gründe (durch die Mitwirkung von betroffenen Personen können telefonische Nachfragen und das Einreichen von Rechtsmitteln vermindert werden, siehe Ebert 2006). Ausschlaggebend ist die Haltung auch für das Bemühen herauszufinden, wie es um die Lesefertigkeiten ihrer Adressatinnen und Adressaten steht und auf die Bedürfnisse derjenigen unter ihnen einzugehen, die behördliche Texte nicht ohne Hilfe verstehen.

Die aktive Projektmitarbeit von Behördenmitgliedern sowie eine im Projektverlauf früh angelegte **Schulung aller Mitarbeitenden der KESB** zeigte sich als wichtig für die Sensibilisierung hinsichtlich Kommunikation und Partizipation von Adressatinnen und Adressaten. Anfängliche Skepsis der Behördenmitarbeitenden wich der Überzeugung von Wichtigkeit und Angemessenheit leicht verständlicher Unterlagen und Informationen. Verbleibende Vorbehalte haben mit

dem Arbeitsaufwand zu tun oder beziehen sich auf die Grenzen der Leichten Sprache wenn es darum geht, ausführliche Erwägungen zu übertragen.

Für die tatsächliche Nutzung von Texten in Leichter Sprache sind mindestens auch zwei ganz praktische Faktoren relevant. Erstens hat sich gezeigt, dass ein spezifischer Ablageort der Vorlagen nicht förderlich für deren Einsatz ist, denn so ist für deren Verwendung ein «Umweg» im System elektronischer Vorlagen nötig, der allenfalls durch die Routine im professionellen Alltag in Vergessenheit gerät. Es bietet sich also an, die Vorlagen in Leichter Sprache am selben Ort wie Standardvorlagen zu speichern. Zweitens ist es wichtig, dass verantwortliche Personen klare Kriterien zum Einsatz der Texte festlegen und kommunizieren. Besteht Unsicherheit darüber, ob in einem bestimmten Fall Texte in Leichter Sprache angebracht sind oder nicht, wird tendenziell auf deren Verwendung verzichtet.

Ein wichtiger Faktor auf Seiten der Adressatinnen und Adressaten selber ist, dass sie die Wichtigkeit der Texte sowie deren Lesbarkeit erkennen. Dies ist eine besondere Herausforderung, da sich wenig geübte Leserinnen und Leser durch wiederholt erlebte Barrieren gar nicht mehr an Texte trauen (Weitze & Heckl, 2016: 56). Diese Beobachtung weist auch darauf hin, dass der Kontext, in welchem die Texte erhalten, angeschaut und eventuell gelesen werden, eine wichtige Rolle spielt. Als Beispiel kann die Informationsbroschüre genommen werden: Adressaten und Adressatinnen erhalten diese bei Verfahrenseröffnung per Post und lesen sie entweder alleine oder im Beisein von Angehörigen. Ein anderer Kontext könnte sein, dass die Broschüre im Gespräch mit einer/m Behördenmitarbeitenden, einer abklärenden oder mandatsführenden Person durchgesehen wird.

Weitere Faktoren für das Entfalten des Potenzials sind, dass bei den Adressatinnen und Adressaten keine überhöhten Erwartungen geschaffen werden und transparent zu **Formen und Grenzen der möglichen Partizipation und Selbstbestimmung** kommuniziert wird. Dies wird in der Informationsbroschüre insofern getan, als darauf hingewiesen wird, dass die Person nicht selber über die Form der Hilfe entscheiden kann. Wie schwierig es ist, Möglichkeiten und Grenzen nuanciert zu vermitteln, zeigt folgendes Beispiel: Eine der Befragten war bei Erhalt der Verfahrenseröffnung sehr aufgebracht und hat sich sogleich telefonisch an ihren Sohn sowie an die für sie zuständige Person bei der KESB gewandt. Diese Personen vermochten sie zu beruhigen und zum Lesen der Broschüre zu animieren. Die befragte Adressatin kam darauf zum Schluss, dass der Auftrag der KESB, Personen zu unterstützen und schützen eine gute Sache sei: *«Und dann habe ich all das angeschaut und ich muss Ihnen sagen, zuweilen hatte ich das Gefühl, dass ich eigentlich froh sein kann, dass es so etwas gibt, dass man wirklich... dass zu einem geschaut wird»* (AD-01 1:131). Gleichzeitig entstand bei ihr der Eindruck, dass die Behörde nichts tun würde, womit sie selbst nicht einverstanden wäre bzw. solches mit einer Beschwerde abgewendet werden könnte (*«... dass man rekurrieren kann, wenn man nicht will»*, AD-01 00:26:50). Es zeigt sich insgesamt, dass durch die Verwendung von Unterlagen und Broschüren in Leichter Sprache ein wichtiges Zeichen für betroffene Personen und ihre Angehörigen gesetzt wird: Die Aussicht auf eine Kommunikation auf Augenhöhe. Die-

sem Zeichen sollte dann auch im direkten Kontakt entsprochen und Raum für echte Partizipation geboten werden. Um dies sicherzustellen reicht es gewiss nicht, dass Briefvorlagen und Informationen in Leichter Sprache zur Verfügung stehen, genauso wichtig ist die Auseinandersetzung mit dem Thema Partizipation, mit der eigenen Haltung und mit konkreten Umsetzungsmöglichkeiten im beruflichen Alltag (Zeitpunkt, Einbettung in mündliche Kommunikation, etc.).

Ausblick

Wir haben im Projekt «Einfach leicht verständlich – Leichte Sprache am Beispiel Erwachsenenschutz» festgestellt, dass Leichte Sprache im Verfahren auf Anordnung einer erwachsenenschutzrechtlichen Massnahme die Möglichkeit zu Partizipation und damit zu Selbstbestimmung erhöht. Gleichzeitig hat sich gezeigt, dass es nicht damit getan ist, dass Dokumente und Vorlagen in Leichter Sprache vorliegen.

Weil wir in der Evaluation (siehe unter 3.) gesehen haben, wie wichtig es ist, die Auftraggeberschaft so aktiv wie möglich in den Prozess der Texterstellung zu involvieren, empfehlen wir interessierten KESB, die Vorlagen und die Informationsbroschüre zum Erwachsenenschutz nicht ohne eine Einführung zu Leichter Sprache zu übernehmen.⁷ Erst der Prozess der Auseinandersetzung mit Fragen der Selbstbestimmung und Partizipation sensibilisiert für die Notwendigkeit, die Möglichkeiten aber auch für die Grenzen Leichter Sprache und resultiert in einer veränderten Kommunikationspraxis auch jenseits dem Einsatz Leichter Sprache. Damit kann auch vermieden werden, dass Leichte Sprache als Aushängeschild für Barrierefreiheit benutzt wird (Bock 2015), ohne dass in der Organisation eine insgesamt verbesserte Zugänglichkeit angestrebt wird. Mit Dokumenten in Leichter Sprache werden nämlich nicht alle Herausforderungen von Barrierefreiheit gelöst. Leichte Sprache kann aber ein wichtiger Teil öffentlichkeitswirksamer Kommunikation sein.

Nicht nur bei der Klärung bezüglich Anordnung und Ausgestaltung der Beistandschaft nach Mass sondern auch bei der Ernennung einer Beiständin/eines Beistandes (Art. 401 ZGB) und bei der Führung einer Beistandschaft (Art. 406 ZGB) soll das Selbstbestimmungsrecht der betroffenen Person (Wünsche, Meinung und Willen) soweit tunlich berücksichtigt werden (Reusser 2016: 22). Die Ergebnisse zeigen hierzu zweierlei auf: Zum einen unterstützen die Texte in Leichter Sprache Personen, die ein erwachsenenschutzrechtliches Mandat übernehmen, da sie sich in Gesprächen und Erklärungen darauf beziehen können. Dies ist insbesondere dann wichtig, wenn es sich um private Mandatstragende handelt. Zum anderen könnte Leichte Sprache auch in anderen Zuständigkeitsbereichen einer KESB und darüber hinaus zum Einsatz kommen. Nicht nur bei

⁷ Interessierte melden sich entweder bei der KESB Region Solothurn, Rötistrasse 4, 4501 Solothurn oder bei der Hochschule für Soziale Arbeit, Institut Integration und Partizipation, Rigenbachstrasse 16, 4600 Olten.

der Erstellung von Betreuungsverträgen oder im Kinderschutz⁸ sondern auch in weiteren verwaltungsrechtlichen Bereichen stellt sich nämlich die Frage, wie Bürgerinnen und Bürger adäquat informiert, einbezogen und zu (der von ihnen erwarteten) Mitwirkung befähigt werden.

Offene Fragen stellen sich im Anschluss an unser Vorhaben dazu, wie es mit der Selbstbestimmung der betroffenen Personen nach Errichtung einer erwachsenenschutzrechtlichen Massnahme faktisch aussieht und wie bei der regelmässigen Überprüfung und Anpassung der Massnahme den mitunter veränderten Selbstbestimmungspotenzialen der Person Rechnung getragen wird. In diesem Zusammenhang könnten die Sensibilisierung und der Kompetenzaufbau hinsichtlich leicht verständlicher Kommunikation bei Beiständinnen und Beiständen ein Desiderat sein.

Auch und gerade weil die KESB sich vielerorts (noch) mit zahlreichen Vorbehalten konfrontiert sieht, bietet Leichte Sprache als Teil einer transparenten und verständlichen Kommunikation eine grosse Chance. Denn, so eine Mitarbeiterin der KESB Solothurn, «den Erwachsenenschutz gibt es schliesslich für die Betroffenen».

Dank

Wir danken dem Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderungen EBGB und dem Seraphischen Liebeswerk für die finanzielle Unterstützung des Projekts «Einfach leicht verständlich – Leichte Sprache am Beispiel Erwachsenenschutz».

Literatur

- Affolter-Fringeli, K. & Vogel, U. (2016). ZGB 314. In: Hausheer, H. & Walter, H. (Hg.). *ZGB Schweizerisches Zivilgesetzbuch. Berner Kommentar*. Bern: Stämpfli Verlag AG. S. 627–648
- Aichele, V. (2014). Leichte Sprache – Ein Schlüssel zu «Enthinderung» und Inklusion. In: *Aus Politik und Zeitgeschichte (APUZ): Leichte und Einfache Sprache*, 64 (9–11), S. 19–25.
- Arnstein, S. (1969). A Ladder of Citizen Participation. In: *Journal of the American Institute of Planners*, 4, S. 216–224.
- Becker-Mrotzek, M. (2001). Gespräche in Ämtern und Behörden. In: Brinker, K., Antos, G. & Heinemann, W. (Hg.). *Text- und Gesprächslinguistik. Ein internationales Handbuch zeitgenössischer Forschung*. 2. Halbband. Berlin: Walter de Gruyter. S. 1505–1525.

⁸ Zurzeit erarbeiten wir in einem Folgeprojekt mit der KESB-Präsidienvereinigung des Kantons Zürich, der Geschäftsleitung Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden des Kantons Bern und den Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden des Kantons Solothurn eine Broschüre in Leichter Sprache zum zivilrechtlichen Kinderschutz (siehe auch https://irf.fhnw.ch/project-page?project_id=1894).

- Biaggini, G. (2017). BV 29. In: *BV Kommentar Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft*. OFK – Orell Füssli Kommentar. 2., überarbeitete und erweiterte Auflage 2017. Zürich: Orell Füssli. S. 341–357.
- Biesel, K., Fellmann, L., Müller, B., Schär, C. & Schnurr, S. (2017). *Prozessmanual. Dialogisch-systemische Kindeswohlabklärung*. Bern: Haupt Verlag.
- Boller, M. (2016). Rechtsstaat und Rechtsweggarantie. Die Rekonstruktion eines materiellen Rechtsstaatsbegriffs und sein Nachweis in der US-amerikanischen Klausel des due process und der Rechtsweggarantie. In: *ZStör – Zürcher Studien zum öffentlichen Recht. Band/Nr. 245*. Zürich, Basel, Genf: Schulthess Juristische Medien AG. S. 312–343.
- Botschaft des Bundesrats zur Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Erwachsenenschutz, Personenrecht und Kindsrecht) 2006. Internet: <http://www.admin.ch/opc/de/federal-gazette/2006/7001.pdf> (Zugriff am 15.05.2018)
- Bock, B. (2015). Barrierefreie Kommunikation als Voraussetzung und Mittel für die Partizipation benachteiligter Gruppen – Ein (polito-)linguistischer Blick auf Probleme und Potenziale von «Leichter» und «einfacher Sprache». In: *Linguistik Online*, 73/4, S. 115–137. URL: <https://bop.unibe.ch/linguistik-online/article/view/2196> (Zugriff am 13.06.18)
- Bredel, U. & Maass, Ch. (2016). *Leichte Sprache. Theoretische Grundlagen. Orientierung für die Praxis*. Berlin: Dudenverlag.
- Bromme, R., Jucks, R. & Rambow, R. (2004). Experten-Laien-Kommunikation im Wissensmanagement. In: Reinmann, G. & Mandl, H. (Hg.), *Psychologie des Wissensmanagements. Perspektiven, Theorien und Methoden*. Göttingen: Hogrefe. S. 176–188.
- Bucher, E./Aebi-Müller, R.E. (2017). ZGB 16. Die natürlichen Personen, Art. 11–19d ZGB-Rechts- und Handlungsfähigkeit Schweizerisches Zivilgesetzbuch. In: *BK – Berner Kommentar*. 2. Auflage. Bern: Stämpfli Verlag AG. S. 195–215.
- Clark, H. (1996). *Using language*. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Clark, H. & Brennan, S. (1991). Grounding in communication. In: Resnick, L.B., Levine, J.M. & Teasley, S.D. (Ed.): *Perspectives on Socially Shared Cognition*. S. 127–149.
- Corbin, J. (2003). Grounded Theory. In: Bohnsack, R., Marotzki, W. & Meuser, M. (Hg.). *Hauptbegriffe Qualitativer Sozialforschung*. Opladen: Leske+Budrich. S. 70–75.
- Ebert, H. (2006). *Handbuch Bürgerkommunikation. Moderne Schreibkultur in der Verwaltung – der Arnsberger Weg*. Unter Mitarbeit von Katrin Henneke. Berlin: LIT Verlag.
- Fassbind, P. (2016a). Art. 388. In: Kren Kostkiewicz, J., Wolf, S., Amstutz, M. & Fankhauser, R. (Hg.). *ZGB Kommentar*. 3., überarbeitete Auflage. Zürich: Orell Füssli. S. 704–706.
- Fassbind, P. (2016b). Art. 447. In: Kren Kostkiewicz, J., Wolf, S., Amstutz, M. & Fankhauser, R. (Hg.). *ZGB Kommentar*. 3., überarbeitete Auflage. Zürich: Orell Füssli. S. 873–877.

- Grotlüschen, A. & Riekmann, W. (2011). *leo. – Level-One Studie Literalität von Erwachsenen auf den unteren Kompetenzniveaus*. Internet: http://blogs.epb.uni-hamburg.de/leo/files/2011/12/leo-Presseheft_15_12_2011.pdf (Zugriff am 16.05.2018).
- Herzig, C.A. (2017). Die Parteistellung von Kindern und Jugendlichen. In: *Zeitschrift für Kindes- und Erwachsenenschutz*. 6/2017. S. 461–474.
- INSOS (o.J.). Abstimmungsunterlagen in leichter Sprache. Internet: <https://www.insos.ch/publikationen/aktuelles/abstimmungsunterlagen-in-leichter-sprache> (Zugriff am 04.07.2018).
- Knobloch, C. & Vogel, F. (2015). Demokratie – zwischen Kampfbegriff und Nebelkerze. Was können Sprach-, Medien- und Kulturwissenschaften zur Demokratisierung von Gesellschaft beitragen? In: *Linguistik Online* 73, 4/15, <http://dx.doi.org/10.13092/lo.73.2190> (Zugriff am 15.05.2018).
- Lichtenauer, A., Antener, G., Parpan-Blaser, A. & Girard, S. (2018). Leichte Sprache im Erwachsenenschutz: Eine Möglichkeit Kommunikationsbarrieren abzubauen und zu verhindern, dass «man sich verkantet». In: *Zeitschrift für Kindes- und Erwachsenenschutz* 2/2018, S. 101–106.
- Lüttringhaus, M. (2000). *Stadtentwicklung und Partizipation*. Bonn: Stiftung Mitarbeit.
- Michel, M. & Gareus, I. (2016). Das Gutachten im Verfahren vor der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde. In: Schwenzer, I., Büchler, A. & Cottier, M. (Hg.). *Die Praxis des Familienrechts*. Bern: Stämpfli Verlag AG. S. 874–916.
- Murphy, A. & Steck, D. (2016). Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde. In: Fountoulakis, C., Affolter-Fringeli, K., Biderbost, Y. & Steck D. (Hg.). *Fachhandbuch Kindes- und Erwachsenenschutzrecht. Expertenwissen für die Praxis*. Zürich, Basel, Genf: Schulthess Juristische Medien AG. S. 691–787.
- Reusser, R. (2016). Leitprinzipien des behördlichen Erwachsenen- und Kindeschutzes. In: Fountoulakis, C., Affolter-Fringeli, K., Biderbost, Y. & Steck D. (Hg.). *Fachhandbuch Kindes- und Erwachsenenschutzrecht. Expertenwissen für die Praxis*. Zürich, Basel, Genf: Schulthess Juristische Medien AG. S. 19–30.
- Steck, D. (2015). *Art. 447*. In: *Erwachsenenschutzrecht. Einführung und Kommentar zu Art. 360 ff. ZGB und VBVV*. Rosch, D., Büchler, A. & Jakob, D. (Hg.). 2., überarbeitete und erweiterte Auflage. Basel: Helbling Lichtenhahn Verlag. S. 478–489.
- Tiersma, P. & Solan, L.M. (2012) (Ed.). *The Oxford Handbook of Language and Law*. Oxford: University Press.
- Weitze, M.-D. & Heckl, W. (2016). *Wissenschaftskommunikation – Schlüsselideen, Akteure, Fallbeispiele*. Berlin, Heidelberg: Springer Spektrum.
- Witzel, A. (2000). Das problemzentrierte Interview. In: *Forum Qualitative Social Research* 1(1). Art. 22. Internet: www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1132/2520. (Zugriff am 13.06.2018).
- Wright, M., Block, M. & von Unger, H. (2007). Stufen der Partizipation in der Gesundheitsförderung. In: *Gesundheit Berlin (Hg.). Dokumentation 13. bundesweiter Kongress Armut und Gesundheit*, Berlin (o.V.).